

Belgique : lent redémarrage

Le ralentissement de l'activité en Belgique est imputable à la dégradation de l'environnement économique international. Il a été initié par la contraction des exportations. La production de l'industrie manufacturière a chuté de presque 5 % sur un an au cours du dernier trimestre de 2001. La chute est particulièrement nette dans l'industrie des biens intermédiaires, fortement exportatrice. Ce ralentissement a été amplifié au cours de l'année 2001 par la chute de l'investissement productif et par un important déstockage. La contribution des stocks à la croissance en 2001 serait négative de 1,2 point de PIB. Alors que le glissement annuel du PIB s'élevait à 6 % au quatrième trimestre de 1999 et à 3 % au quatrième trimestre de 2000, il est estimé à seulement - 0,5 % au quatrième trimestre de 2001, soit le plus faible de la zone euro.

L'indicateur de confiance dans l'industrie se redresse depuis octobre 2001, mais reste à un bas niveau. Contrairement aux autres pays de la zone euro, l'embellie sur les carnets de commandes tarde. Les carnets de commandes, intérieures et étrangères, se sont détériorés encore en janvier 2002 et se sont redressés timidement en février pour retrouver le niveau d'octobre 2001. L'indicateur synthétique d'activité de la BNB (Banque Nationale de Belgique) semble également donné l'indication que le point bas a été atteint au dernier trimestre de 2001. L'indicateur de confiance dans le secteur de la construction avait résisté au premier semestre. Il se dégrade depuis l'été. L'activité dans le commerce de détail semble également marquer le pas.

Le gouvernement belge a pris des mesures budgétaires correctives de manière à conserver l'équilibre budgétaire atteint en 2000 et ce en dépit de la faiblesse de la croissance, la priorité demeurant une réduction rapide de la dette publique. L'impulsion budgétaire est donc nettement négative en 2001 ; la politique budgétaire demeure restrictive en 2002 et 2003. Ce constat tient compte de la réforme de l'impôt sur le revenu qui est maintenue et modère la rigueur de la politique économique.

La poursuite des allègements fiscaux, l'abolition de la contribution complémentaire de crise et le ralentissement progressif de l'inflation s'ajoutent aux mécanismes d'indexation des salaires et des revenus sociaux sur l'inflation pour permettre une amélioration du revenu disponible brut des ménages. La consommation des ménages devrait ainsi reprendre au deuxième semestre de 2002 et en 2003, en dépit de la dégradation de l'emploi.

Le marché du travail étant moins tendu, les tensions sur les salaires et l'augmentation des coûts de la main-d'œuvre devraient s'atténuer, ce qui permettrait de restaurer en partie la compétitivité de l'industrie belge.

Ce scénario pourrait être plus favorable si la Belgique joue son rôle traditionnel d'indicateur avancé de l'activité dans la zone euro. Une reprise vigoureuse du commerce mondial permettrait au PIB belge de dépasser rapidement sa croissance potentielle si les entreprises étaient capables de réagir rapidement à la demande extérieure. Or les résultats des enquêtes dans l'industrie font état de difficultés persistantes qui font douter de cette hypothèse.

La faillite de la Sabena, intervenue le 7 novembre 2001, aura un impact important sur la croissance fin 2001 et en 2002. Le Bureau Fédéral du Plan belge¹ a estimé l'impact global négatif de cet événement (baisse du transport aérien, des exportations, dégradation de l'emploi et du moral des consommateurs,...) entre 0,3 et 0,6 point de croissance du PIB en 2002 ■

Belgique : résumé des prévisions

Variations par rapport à la période précédente, en %

	2000	2001	2002	2003
PIB	4,0	1,1	0,8	2,5
Consommation des ménages	3,8	1,7	1,0	2,2
Consommation publique	2,5	2,4	2,1	1,7
FBCF totale	2,6	- 0,1	- 0,4	3,0
Exportations de biens et services	9,7	- 0,5	0,0	6,6
Importations de biens et services	9,8	- 1,8	- 0,1	7,0
Variations de stocks, en points de PIB	0,2	- 1,0	- 1,2	- 0,9
<i>Contributions</i>				
Demande intérieure hors stocks	3,1	1,4	0,9	2,2
Variations de stocks	0,5	- 1,2	- 0,2	0,2
Commerce extérieur	0,5	0,9	0,1	0,2
Prix à la consommation (IPCH)	2,7	2,4	1,8	1,9
Taux de chômage, au sens du BIT	6,9	6,6	6,8	6,6
Solde courant, en points de PIB				
Solde public, en points de PIB	0,1	- 0,1	0,0	0,5
Impulsion budgétaire	0,3	- 0,4	- 0,1	- 0,1
PIB zone euro	3,4	1,5	1,2	2,5

Sources : Eurostat, Belgostat, OFCE.

1. cf. L. Avonds, F. Bossier, A. Gilot, B. Van den Cruyce, F. Vanhorebeek, *Evaluation des effets économiques de la faillite de la Sabena SA*, Working Paper 3-02.